

L'Algérienne des années 1950 vit confinée dans l'espace familial traditionnel et le mariage est l'unique possibilité de réalisation qui lui est accordée. En 1954, les célibataires ne représentent que 16 % de la population féminine de plus de 15 ans. Seules 4,5 % des femmes savent lire et écrire et elles ne sont que 3 % à avoir accès à un emploi rémunéré. Pour presque toutes, le travail fait partie de la lutte pour la survie. Il n'y a, à cette date, que 6 femmes médecins, 3 dentistes, 4 pharmaciennes et seulement 23 enseignantes dans le secondaire, aucune dans le supérieur. L'Université d'Alger ne compte que 503 étudiants algériens, dont 22 filles. En presque totalité analphabètes, absentes de la vie économique, les Algériennes sont exclues de la scène politique. Elles n'ont aucun droit, pas même celui de voter, et aucun parti politique n'envisage de poser le problème de la condition féminine et encore moins de recruter des femmes.

Pourtant des « pionnières » ont réussi, malgré la réprobation sociale et les réticences des responsables politiques, à s'imposer et à militer, soit au parti nationaliste, le Parti du peuple algérien (PPA), soit au Parti communiste algérien (PCA).

Le PPA a attiré l'élite intellectuelle féminine. En 1946, de jeunes enseignantes et étudiantes adhèrent à ce parti. Cependant, elles ne militent pas avec les hommes, elles sont regroupées dans des cellules féminines clandestines de 4 à 5 membres. Alger en compte cinq à la fin de la même année. Conscientes que leur action doit être dirigée vers les femmes, et profitant de l'ouverture du mouvement nationaliste à la légalité, elles imposent, en 1947, la création d'une Association des femmes musulmanes d'Algérie (AFMA). Il leur est plus facile, dans ce cadre légal et uniquement féminin, de toucher les femmes, mais leurs activités deviennent surtout socioculturelles.

Les militantes algériennes du PCA n'ont pas la formation intellectuelle de celles du PPA ; ce sont souvent des épouses de membres de ce parti. Bien que les communistes soient théoriquement acquis au principe d'égalité de l'homme et de la femme, les Algériennes communistes, comme les militantes nationalistes, n'ont pas réussi à briser le tabou de la séparation des sexes. Elles sont très rares à avoir milité, comme le faisaient naturellement les femmes communistes d'origine européenne, dans des cellules mixtes. C'est surtout au sein de l'Union des

femmes d'Algérie (UFA), qu'elles ont eu, comme les adhérentes de l'AFMA, une activité plus sociale que réellement politique.

Nationalistes et communistes sont hommes d'une même société et ni les uns ni les autres n'ont essayé d'intégrer les femmes à leur lutte politique. C'est peut-être ce qui explique que les militantes du PPA et du PCA ne se retrouvent pas à l'avant-garde du combat pour l'indépendance. Sur les 10 949 anciennes combattantes enregistrées en 1978 au ministère des Anciens Moudjahidine, seules 6 ont eu une activité politique avant la guerre. Les figures exemplaires de Fatima Benosmane et d'Isa Benzekri sont des exceptions.

Fatima BENOSMANE

Fatima Benosmane-Zekkal est une pionnière sur trois fronts simultanément : politique, professionnel et culturel.

Née à Alger en 1928, elle commence dès l'âge de 18 ans à militer au PPA (Parti du peuple algérien, premier parti nationaliste algérien) et son engagement demeure une constante de sa vie. Elle est arrêtée et torturée en février 1957 ; libérée après 3 ans de prison, elle reprend ses activités politiques.

Très cultivée et parfaitement trilingue (kabyले, arabe, français), elle est une des premières et rares speakerines algériennes de la radio-télévision, dès 1954.

Bien que prise par ses activités politiques, professionnelles et familiales (elle est mère de trois enfants), Fatima a toujours réservé une partie de son temps à la culture. Toute jeune, elle a fait du théâtre et, à la fin de sa vie, elle s'occupait d'une Association de musique andalouse, Es-Soundoussia.

Elle est morte en mars 1990. Trois mois auparavant, déjà très malade, elle manifestait pour l'instauration de la démocratie en Algérie.

J'ai toujours vécu dans une atmosphère nationaliste. Mon père était un militant du PPA ; il nous racontait surtout à nous, les aînés, ses activités. J'avais 14 ans lorsqu'il a décidé de m'emmener dans les réunions. Celles-ci avaient lieu dans des maisons, je n'y assistais pas mais j'aidais les femmes de la famille qui recevait, à servir. J'étais mêlée à la vie de militant de mon père.

J'allais à l'école Chazot du Champ de Manœuvre qui porte maintenant le nom de mon père. Je devais passer le brevet, mais sans arrêt les gens disaient à mon père : « On a vu ta fille ici », « on a vu ta fille là », finalement il s'est laissé influencer et m'a retirée de l'école.

Mai 1945 a déclenché chez moi des sentiments nouveaux. Je n'ai pas assisté au défilé, mais mon père est revenu blessé, por-

tant le drapeau algérien taché de sang. Nous avons vécu tout ça... Après 1945, j'ai fait partie de la première cellule féminine du PPA. Cela ne veut pas dire qu'avant il n'y avait pas de femmes qui s'intéressaient aux questions nationales, mais c'était la première structure organisée.

Les activités étaient difficiles, car nous étions très surveillés par la police. D'ailleurs lorsque j'ai été arrêtée pendant la guerre, le commissaire avait tout un dossier concernant mes activités à cette époque. J'ai été très étonnée de constater qu'ils étaient au courant des réunions publiques que nous tenions dans des domiciles particuliers, notamment à la Casbah.

Mon père me disait que déjà aux meetings de Messali Hadj des femmes assistaient, donc le PPA a dû juger que les femmes aussi devaient militer. C'est un processus qui s'est fait parce que cela avait mûri dans les esprits.

Nous nous intéressions au problème palestinien, nous faisons des fêtes et des quêtes au profit de la Palestine. Nous étions en contact avec le PPA par l'intermédiaire de Omar Oussedik qui nous donnait et nous expliquait les directives et les mots d'ordre du PPA. En fait, le but de ces réunions étaient d'amener d'autres femmes à militer comme nous au sein du PPA.

En 1947, nous avons créé l'Association des femmes musulmanes algériennes ; nous avons choisi ce sigle pour nous démarquer de l'Union des femmes d'Algérie qui dépendait du PCA. Je me rappelle très bien avoir porté la contradiction à des réunions de l'UFA. C'était des réunions féminines où venaient même des femmes sans étiquette politique. Nous étions averties de leurs réunions et nous y allions. Elles avaient un programme défendant la justice, les progrès sociaux, nous étions d'accord mais pour nous, la seule issue était la libération de notre pays, rien ne pouvait se faire sans le préalable de l'indépendance. C'est dommage, je ne me rappelle pas tous les détails, mais je revois bien par exemple une réunion à Blida. Une Algérienne, Baya (1), parlait au nom de l'UFA et je lui avais porté la contradiction au nom du PPA. Les femmes écoutaient, mais il n'y avait pas d'incidents, celles qui nous étaient favorables nous applaudissaient.

Les femmes participaient à mille et une petites actions. Lors des Congrès du PPA ou de réunions importantes, des militants

(1) Baya Allaouchiche, secrétaire générale de l'Union des femmes d'Algérie.

venaient à Alger de toutes les régions du pays et elles se proposaient pour en héberger. Pour les fêtes, nous leur demandions de faire des gâteaux pour les familles nécessiteuses et ils étaient ensuite distribués. Pour les élections municipales ou à l'Assemblée, nous leur expliquions les mots d'ordre du PPA et elles faisaient de la propagande.

Indépendamment des questions politiques, on faisait prendre conscience à la femme de son importance. Comme l'homme, elle devait lutter pour son pays. A l'époque, les femmes étaient peut-être plus libres que maintenant, je ne veux pas dire dans leur façon de s'habiller et d'agir, mais elles avaient des réactions plus adultes, un comportement plus mûr.

Avec l'Association des étudiants nous avons organisé des galas à l'Opéra. J'ai joué dans une pièce de Mohamed Ferrah qui avait pour thème la lutte d'un pays du Moyen-Orient pour son indépendance. Après la pièce, il y avait des tableaux qui figuraient l'Algérie avant et pendant la colonisation et telle que nous l'imaginions après l'indépendance. J'apparaisais enveloppée dans le drapeau algérien. C'était la première fois que le drapeau algérien était montré dans un spectacle. La salle était comble, pleine à craquer, il y avait la police.

Mon père admettait mes activités, mais il ne voulait pas que je m'attarde aux réunions, que je rentre et sorte comme un garçon, il fallait préserver le côté traditionnel.

En 1948, je me suis mariée avec un militant du PPA, c'est cela qui nous a rapprochés. Je suis partie à Tlemcen avec la directive de créer sur place une section de l'AFMA. A Tlemcen, lors de mon mariage, toutes les femmes m'entouraient ; parmi elles il y avait des femmes de militants et je leur ai dit que je voulais qu'on travaille la main dans la main pour créer une section de l'AFMA, elles ont accepté. Il y avait un orchestre masculin, à la fin toute l'assemblée a chanté l'hymne du PPA (elle chante et traduit) :

« Je sacrifie à l'Algérie ma vie et mes biens
Pour la Liberté
Que vive le Parti du peuple algérien cher à mon cœur
Et que vive l'Afrique du Nord ».

Tout le monde se levait, les hommes à part en bas, les femmes en haut et tous chantaient debout. Les femmes faisaient des youyous.

Souvent aussi, il y avait une vente aux enchères au profit du PPA. Pour mon mariage, un tableau du peintre Yelles représentant l'émir Abd El Kader a été ainsi vendu. Il a rapporté une grosse somme et l'acheteur nous l'a offert comme cadeau de mariage. Il est toujours chez moi.

Nous avons constitué une cellule de femme. Les réunions se passaient dans des maisons. Les femmes tlemcéniennes, qui pourtant ne sortaient pas, assistaient à nos réunions. Il y avait un répondant, tu ne parlais pas en vain, les femmes étaient disposées à aider. Parmi nous, il y avait des femmes lettrées en arabe, on choisissait une idée : le mariage par exemple. On faisait un sketch, on le jouait nous-même et on le présentait dans une salle de cinéma. A l'époque c'était révolutionnaire, elles avaient pris l'habitude de nous voir dans les fêtes, dans les réunions et elles sont venues au cinéma aussi. C'était la première fois qu'elles allaient voir un spectacle, sauf pour celles qui pouvaient le faire hors de Tlemcen. Il fallait qu'elles sortent de Tlemcen pour se dévoiler, aller au cinéma. Mais là, du fait que c'était le PPA qui organisait, il n'y avait pas de problèmes. Elles étaient très nombreuses, nous n'en revenions pas. C'était dans les années 1949-1950.

Dans le sketch du mariage, nous critiquions la dot élevée, toutes les affaires que la mariée amenait comme trousseau, etc. Les problèmes sociaux étaient traités. Nous faisons cela pour ne pas nous cantonner aux problèmes politiques, c'était pour attirer les femmes, cela avait beaucoup de succès. Le théâtre chez nous est un instrument... tu peux arriver à convaincre, à expliquer, tout en jouant, en donnant du plaisir aux autres.

Bien sûr c'était uniquement pour les femmes, même les rôles d'hommes étaient joués par les femmes.

En 1953, mon mari qui était associé dans une raffinerie d'huile, a fait faillite et a décidé de revenir à Alger.

J'ai été engagée comme speakerine à l'ORTF (2) début 1954, c'était la première fois que je travaillais. Un de mes anciens maîtres, journaliste à l'ORTF, m'avait proposé ce travail.

A l'époque, c'était la scission au sein du MTLD. Nous étions dans l'expectative comme tout le monde. Le déclenchement de la révolution nous a surpris mais comme toute notre existence avait été axée sur cet aboutissement, nous étions surpris mais heureux.

(2) Organisme radio-télévision française.

C'est à la libération de Abane Ramdane que les choses sont devenues plus claires pour nous et que nous nous sommes engagés. Abane Ramdane m'a contacté. J'ai fait des liaisons, des hébergements ; très rapidement pour des raisons de sécurité, il m'a été interdit d'avoir des contacts avec d'autres militants. J'ai travaillé directement et uniquement avec les membres du CCE. Chaque fois qu'ils avaient besoin de caches, d'acheter des appartements, de guides pour leurs déplacements, etc., je les aidais. J'ai été arrêtée tout de suite après la grève des huit jours (3), j'avais trois enfants. Mes enfants sont restés avec mon mari et ma sœur.

Je suis arrivée en prison après être passée par la villa Susini, la villa Mireille et le camp de Beni Messous.

Après les tortures on ne te déférait pas tout de suite à cause des blessures. A la villa Susini, c'était les tortures, j'ai dû y rester quinze jours. J'y ai vu Nelly... Il y avait trois ou quatre Européennes... le reste c'était des Algériennes, Nessima, Salima, Zahia... Après on nous a transférées à la villa Mireille toujours au boulevard Bru, personne ne savait ce que nous étions devenues. A la villa Mireille, ils attendaient que nos plaies soient guéries, nous avons dû y rester presque un mois. Il n'y avait pas de médecin, simplement on pouvait manger, alors qu'à la villa Susini, ils ne nous donnaient pas à manger. Parfois un para nous jetait une orange ou nous donnait du chocolat... il y en avait de bons, ce n'était pas tous des tortionnaires. Après nous sommes restées environ un mois au camp de Beni Messous puis nous avons été déférées au Parquet.

Arriver en prison était un soulagement, nos souffrances allaient s'arrêter parce qu'au camp on pouvait à tout moment venir nous chercher.

En prison nous nous sommes retrouvées, organisées, nous avons une espèce de ferveur...

Pour moi, cette période de militantisme a été une période exaltante. C'est un privilège que de vivre de pareils événements, une pareille situation. Mes années de prison sont des moments que je me rappelle avec une intense émotion. Nous avons eu des contacts avec des gens tellement différents, même des droits communs, c'est enrichissant de connaître des personnes aussi

(3) Du 28 janvier au 4 février 1957, une grève générale a été déclenchée par le FLN pour démontrer au monde entier, et en particulier aux instances de l'ONU, le soutien que lui apportait le peuple algérien.

profondément, cela n'est pas possible dans la vie normale. J'y ai appris aussi que la vie peut faire d'un être tout autre chose que ce pourquoi il est né.

Il y a, à mon avis, une faute que nous avons faite nous les militants : nous n'avons pas essayé d'expliquer aux jeunes ce qu'a été la guerre de libération. C'est une grosse lacune, nous n'avons pas donné aux jeunes ce qui leur aurait permis de juger à sa vraie valeur cette période. Nous ne leur avons rien donné pour sauvegarder nos acquis.

Nous avons lutté pour l'indépendance et, une fois l'indépendance gagnée, nous sommes parties chacune de son côté. Chacune est rentrée tout doucement chez elle, se disant : laissons les autres se débrouiller. Il n'aurait jamais fallu dire : « Sebaa snin barakat » (sept années cela suffit !) (4).

(4) « Sebaa snin barakat » (Sept années cela suffit !), référence au mot d'ordre lancé lors des manifestations populaires en août 1962 à Alger, pour protester contre les affrontements pour la prise du pouvoir.